

# AMNESTY INTERNATIONAL

## DÉCLARATION PUBLIQUE

Index : AFR 31/002/2014  
19 août 2014

### **L'héritage toxique de Trafigura en Côte d'Ivoire**

Des dizaines d'habitants ont confié à Amnesty International qu'ils redoutent encore les conséquences à long terme que pourraient avoir sur leur santé les déchets toxiques appartenant à la compagnie de courtage pétrolier Trafigura qui ont été déversés à Abidjan, en Côte d'Ivoire, il y a de cela exactement huit ans.

Des chercheurs d'Amnesty International ont recueilli des témoignages déchirants auprès des habitants d'Akouédo, où une partie de ces déchets ont été déchargés illégalement dans la nuit du 19 au 20 août 2006. Ce déversement a provoqué une catastrophe humaine et environnementale à Abidjan. Plus de 100 000 personnes ont eu besoin d'une assistance médicale et une décontamination considérable a été nécessaire.

Huit ans plus tard, certaines questions posées par ces personnes à propos de leur environnement et du danger que représente le fait de vivre là sont toujours sans réponse. Des habitants ont parlé aux représentants d'Amnesty International des pertes qu'ils ont subies à cause du déversement de déchets toxiques. Des femmes ont fait part de leur inquiétude pour leurs enfants, qui souffrent en permanence de problèmes de santé. Elles veulent savoir pourquoi. Des personnes font pousser des légumes près des zones où les déchets toxiques ont été abandonnés sans savoir si c'est sans danger.

Pratiquement toutes les personnes qu'Amnesty International a rencontrées et qui vivent sur un site de déversement ou aux alentours ont affirmé qu'elles pouvaient encore sentir l'odeur des déchets toxiques après de fortes pluies.

À Abidjan, des médecins ont expliqué à l'organisation qu'ils sont préoccupés à l'idée que la pollution pourrait être à l'origine de problèmes respiratoires développés par les enfants. Selon eux, le gouvernement n'a mené aucune enquête sanitaire officielle auprès des personnes affectées par le déversement de déchets toxiques.

Le Programme des Nations unies pour l'environnement a prévu de procéder à un audit environnemental des sites de déversement au deuxième semestre 2014. Cette enquête devra déterminer si les sites sont toujours contaminés ; elle pourrait en outre aider à identifier les composants de ces déchets toxiques et à évaluer les implications actuelles pour la santé. Amnesty International exhorte le gouvernement ivoirien à rendre publiques les conclusions de l'audit et à associer les habitants à ce processus.

Des informations essentielles concernant les opérations de nettoyage et la nature des substances déversées ont été perdues lors de la guerre civile survenue entre-temps. Trafigura n'a jamais révélé ces informations, malgré les préoccupations qui subsistent en matière de santé.

Amnesty International continue d'appeler le gouvernement de Côte d'Ivoire à se pencher sur les questions sanitaires qui préoccupent depuis longtemps les habitants et à veiller à ce que tous les sites de déversement soient parfaitement nettoyés.